



HAL
open science

LE RAT, EMBLEME DU DELAISSEMENT RESSENTI PAR LES QUARTIERS POPULAIRES DE STRASBOURG (FRANCE)

Philippot Véronique, Glatron Sandrine, Caroline Habold

► **To cite this version:**

Philippot Véronique, Glatron Sandrine, Caroline Habold. LE RAT, EMBLEME DU DELAISSEMENT RESSENTI PAR LES QUARTIERS POPULAIRES DE STRASBOURG (FRANCE). 2023. hal-04219123

HAL Id: hal-04219123

<https://hal.science/hal-04219123>

Preprint submitted on 26 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE RAT, EMBLEME DU DELAISSEMENT RESSENTI PAR LES QUARTIERS POPULAIRES DE STRASBOURG (FRANCE)

PHILIPPOT Véronique^{1,3}, HABOLD Caroline^{2,3}, GLATRON Sandrine^{1,3}

¹ Laboratoire LinCS CNRS / Université de Strasbourg, Misha, 5 allée Rouvillois, 67000 Strasbourg, +33 368850962, sandrine.glatron@misha.fr

² Université de Strasbourg, CNRS, IPHC UMR 7178, F-67000 Strasbourg, France

³ LTSER France, Zone Atelier Environnementale Urbaine

RESUME

Le service de la Ville de Strasbourg (France) en charge de la lutte vectorielle suggère que le confinement lié à la pandémie de Covid-19 a favorisé la prolifération urbaine du rat brun *Rattus norvegicus* et a exacerbé sa présence dans les consciences. Le conseil municipal de Strasbourg a opté pour une stratégie de lutte intégrée afin de prévenir l'expansion des populations du rat brun et concentre ses actions sur le patrimoine bâti de la Ville, essentiellement dans les quartiers populaires. Pour notre étude, nous avons collecté des données ethnologiques sur ce rongeur dans l'agglomération : traces écrites (rapport de la mission d'information et d'évaluation voté par la Ville en 2021), plaintes enregistrées par le service compétent et articles de médias, enquêtes qualitatives menées en 2022. De manière générale, les habitants se montrent inégalement concernés selon les caractéristiques territoriales de leur environnement immédiat. Certains discours révèlent que le « problème rat » peut cristalliser l'auto-stigmatisation de populations qui se sentent délaissées par leurs administrateurs et qu'il peut être instrumentalisé pour exprimer leur mal-être. Ceci est parfois amplifié par les médias qui associent l'image de l'animal indésirable à la pauvreté et à l'exclusion. Néanmoins, les représentations montrent globalement que la présence du rat est plutôt associée à des comportements humains qui font remonter l'animal en surface et qu'elle n'est pas liée directement à la misère socio-économique. Le rat est le plus souvent relégué au monde souterrain et la multiplication ostentatoire de ses excursions citadines, visibles et en plein jour, est considérée comme suspecte. Il serait pertinent de favoriser une meilleure connaissance et des actions éducatives pour tous les citoyens comme support de la politique de la Ville et envisager le rat comme voisin, au-delà des problématiques socio-spatiales de l'indésirabilité urbaine.

ABSTRACT

The vector control department of the City of Strasbourg (France) suggests that the confinement linked to the Covid-19 pandemic has favored the urban proliferation of the brown rat *Rattus norvegicus* and exacerbated its presence in public consciousness. The Strasbourg municipal

council has opted for an integrated pest control strategy to prevent the brown rat population from expanding and is focusing its actions in built-up areas, mainly in working-class neighborhoods. For our study, we collected ethnological data on this rodent in the urban area: written traces (report of the “Information and Evaluation Mission” voted by the City in 2021), complaints recorded by the competent departments, media articles, and qualitative surveys carried out in 2022. Generally, residents are unequally concerned depending on the territorial characteristics of their immediate environment. Some discourses reveal that the “rat problem” can crystallize the self-stigma of populations who feel abandoned by their administrators and that it can be used to express their discomfort. This is sometimes amplified by the media, which associate the image of the unwanted animal with poverty and exclusion. Nevertheless, the representations generally show that the presence of the rat is rather associated with human behaviors, which bring the animal to the surface and that it is not directly linked to socio-economic misery. The rat is most often relegated to the underground world and the ostentatious multiplication of its urban excursions, visible and in broad daylight, is considered suspect. It would be relevant to promote better knowledge and educational actions for all citizens as a support for city policy and consider the rat as a neighbor, beyond the socio-spatial issues of urban undesirability.

MOTS-CLES

lutte vectorielle, lutte intégrée, espèce commensale, enquête de terrain, plaintes

KEY-WORDS

vector control, integrated control, commensal species, field survey, complaints

INTRODUCTION

Le terme générique de rat renvoie ici au surmulot *Rattus norvegicus* (Berkenhout 1769), l’une des deux espèces de rats introduites en Europe durant l’ère préindustrielle. Le mode de vie en milieu urbain de ce rat le plus abondant, omniprésent et répandu dans le monde, a été scientifiquement étudié depuis le milieu du 20^{ème} siècle (FENG et HIMSWORTH, 2014) et la cohabitation ancestrale de cet animal avec l’humain a été explorée (BIELHER, 2013 ; BURT, 2006 ; BEUMER, 2014). Selon la catégorisation des animaux en zone urbaine de ZASK (2020), le rat est un animal sauvage dans le sens où l’humain n’apporte ni soin, ni assistance volontaire, ni abri dédié pour sa survie sans incarner pour autant la *wilderness*, image d’une nature authentique. O’CONNOR (2013, 2017) le définit comme une espèce commensale qui utilise l’environnement des habitations humaines comme espace de vie et dont la reproduction n’est pas contrôlée par l’humain de façon intentionnelle. O’CONNOR rappelle que l’adaptation commensale s’opère au niveau des populations et non de l’espèce. Le rat appartient à la catégorie des *urban exploiters* dont les espèces sont dépendantes du milieu urbain et d’autant plus prospères que la présence humaine est dominante. Ces espèces urbanophiles sont aussi appelées synurbiques (FRANCIS *et al*, 2012).

Dans son histoire des rats de Paris, VERGOPOULOS (2021) rappelle qu'il existe une tradition de cruauté envers le rat et que les politiques hygiénistes des villes du 19^{ème} siècle ont fait refluer les populations murines vers les réseaux souterrains comme les égouts. La chasse aux rats est banalisée depuis que le rat noir *Rattus rattus* (Linnaeus 1758), espèce proche du surmulot, partage le quotidien des humains en Europe. Aujourd'hui, le coût des réparations des dommages associés entraîne des pertes économiques non négligeables (ALMEIDA *et al.*, 2013). Dans les milieux urbains, l'abondance de *R. norvegicus* est forte dans les zones où les déchets s'accumulent et où les sites potentiels de terriers sont nombreux (VADELL *et al.*, 2014). La densité des animaux domestiques / féraux et leur déambulation peuvent aussi présenter un risque sanitaire (BERDOY *et al.*, 2000). L'urbanisation peut en effet fournir des conditions épidémiologiques favorables pour des pathogènes portés par les rongeurs. L'étude sanitaire menée à Strasbourg (BERAUD, 2022) invaliderait cependant l'hypothèse selon laquelle le nombre d'espèces pathogènes portées par les rats augmente avec le degré d'urbanisation et la densité de population humaine le nombre d'espèces zoonotiques portées par les rats augmente avec le degré d'urbanisation et la densité de population humaine.

Ce travail est une approche de terrain non commandée par la Ville, dont le volet sciences humaines a été accolé à une étude initialement conçue sous l'aspect sanitaire dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et en collaboration avec d'autres grandes villes françaises. Les enquêtes qualitatives programmées, selon la définition apportée par SARDAN (1995), se focalisent sur les représentations, connaissances et opinions des habitants à l'égard du rat et de la politique de lutte mise en œuvre par la ville depuis 2021. Il est apparu que les actions d'évaluation de la Ville décrites dans le rapport produit par la mission d'information et d'évaluation (MIE, 2021), destinées à mettre en place une nouvelle stratégie de lutte antivectorielle, étaient concentrées sur des territoires ciblés dont le choix obéit à des présupposés ou à un pragmatisme qu'il est intéressant de mettre en exergue. Ainsi, nous étudions ici comment les modalités d'évaluation de la Ville quant au problème rat, mais aussi les plaintes des citoyens, les médias locaux et enfin les discours des élus et habitants, construisent plus ou moins une géographie du rat à Strasbourg.

UNE METHODOLOGIE FONDEE SUR DES CORPUS DE TERRAIN VARIES

L'étude s'appuie sur les données tirées de quatre corpus : le rapport de la MIE (2021), les plaintes liées aux rongeurs enregistrées par le service compétent de la collectivité, des articles de la presse locale récents et enfin des entretiens menés auprès de personnes ciblées (correspondant à des profils ou des fonctions recherchés) ou contactées *in situ* dans le flux.

Le rapport produit par la MIE, principalement rédigé par les cadres du service Hygiène et santé environnementale de la Ville de Strasbourg, fournit un plan d'actions détaillé dont le contenu est accessible en ligne (MIE, 2021). Il compile également une synthèse des réunions, diagnostics, auditions d'experts et de représentants de différents domaines, ainsi que les entretiens et les résultats des parcours d'observation dans deux quartiers. Vingt-sept personnes ont été auditionnées en six mois mais aucun habitant ni concierge de collectifs d'habitats. Nous

nous sommes donc tournées vers les plaintes émanant des populations citadines et réceptionnées par le service compétent avec une attention particulière aux lieux de vie des plaignants. Nous avons obtenu l'accès aux matrices de données compilées de septembre 2021 à septembre 2022 mais les identités et adresses de rue n'ont pas été communiquées pour respecter la confidentialité des données. Les plaintes ont pu néanmoins être réparties par secteurs géographiques.

Ensuite, un corpus de 31 articles de la presse écrite, essentiellement régionale, et six vidéos de médias essentiellement locaux ont été rassemblés pour la période 2016-2022. Ce matériel se focalise largement sur les zones en tension explorées par la MIE. L'une des raisons de cette correspondance repose sur la publicisation même du rapport produit : 16 sur 31 articles et cinq vidéos sur sept relatent précisément la décision municipale de créer la MIE ou la parution de ses conclusions, ce qui constitue un certain biais. Nous cherchons dans quelle mesure le rat est utilisé par la presse pour attirer l'attention sur des territoires aux prises avec des problèmes inhérents à certaines conditions de vie ou ressentis.

Enfin, les enquêtes qualitatives menées auprès d'adultes, à l'aide de guides d'entretiens semi-directifs, rassemblent : d'une part 28 entretiens de personnes potentiellement concernées ou interpellées par les rongeurs en ville (dont deux cadres territoriaux, quatre élus municipaux et 13 habitants de centre-ville ou de quartiers populaires à habitat social) ; d'autre part 38 entretiens courts effectués dans l'espace public dans trois lieux différents (fig.1) : 13 sur les berges de l'Ill dans l'hypercentre, 11 à la Laiterie dans un quartier populaire du centre-ville et 14 à l'Elsau, quartier périphérique dominé par des grands ensembles d'habitat social. Selon les sites, les personnes sont inégalement liées au lieu où elles ont été rencontrées. A l'Elsau, la majorité de ces informateurs habite le quartier tandis que la Laiterie est davantage un lieu de passage avec une piste cyclable fréquentée et une aire de jeux d'enfants. Sur les berges de l'Ill, la moitié des informateurs étaient des personnes de passage à Strasbourg. Tous les enregistrements ont été retranscrits et analysés manuellement (traitement statistiquement non outillé) : pour chaque item prédéfini ou émergent, les réponses de l'ensemble de l'échantillon ont été rassemblées.

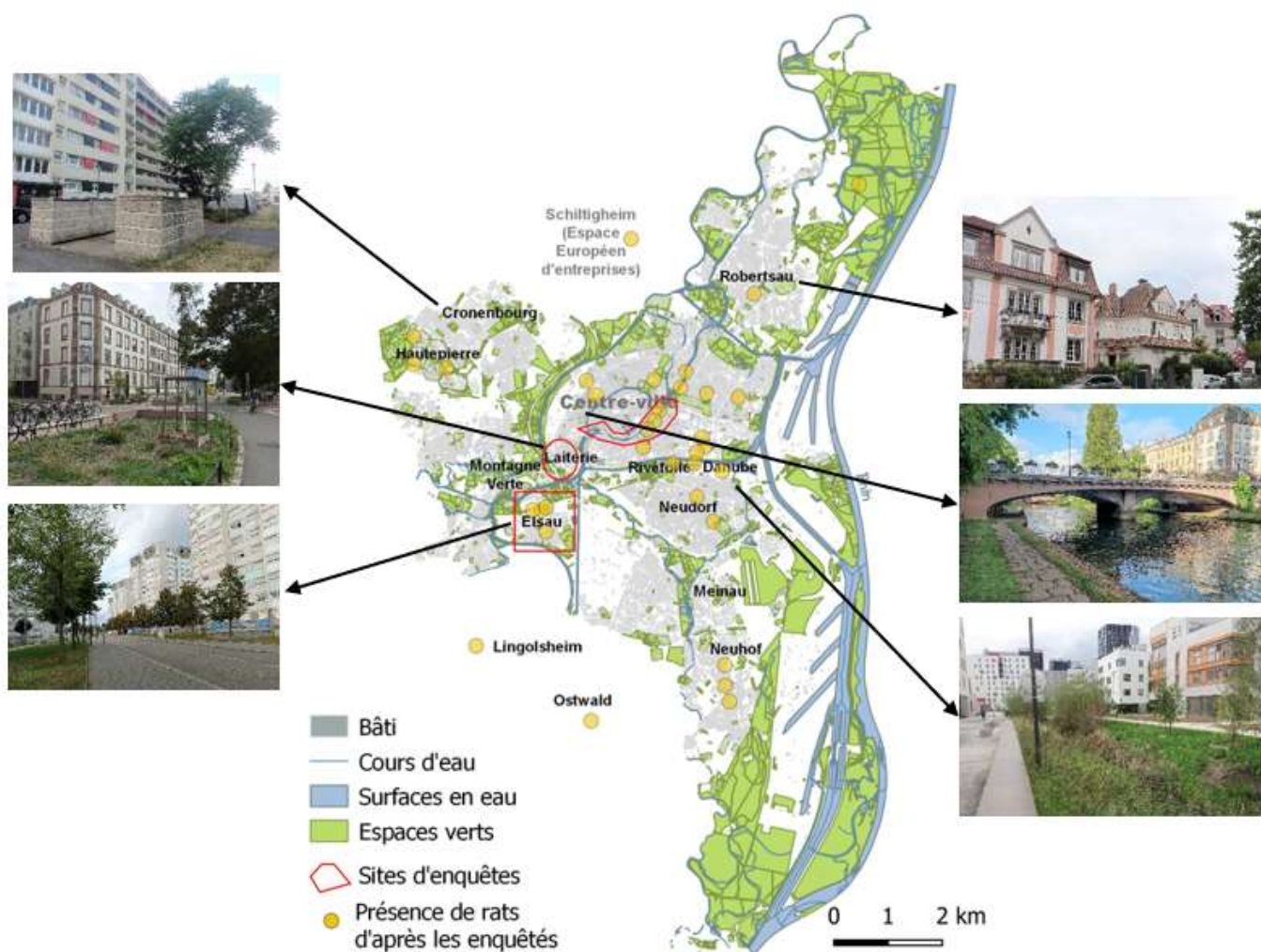


Figure 1 : Commune de Strasbourg avec les sites d'enquêtes de rue et les lieux cités par les informateurs et les médias (données cartographiques : GIS Eurométropole de Strasbourg. Cartographie : Sandrine GLATRON, janvier 2023 ; crédit photos : Véronique PHILIPPOT)

STRASBOURG, UNE VILLE QUI S'ENGAGE DANS LA LUTTE INTEGREE

UN CHANGEMENT DE POLITIQUE CIRCONSTANCIE MAIS ANCRE DANS L'HISTOIRE

VERGOPOULOS (2021) rappelle qu'au début du 20^{ème} siècle, la prophylaxie de la peste naît à Paris. Elle consiste à veiller sur l'état sanitaire des rats et à en gager des actions (désinfection des lieux et vaccination) si besoin. L'autre mission de cette lutte préventive est de recueillir les plaintes des Parisiens par rapport aux ressentis de prolifération. La volonté actuelle de la ville de Strasbourg de passer d'une lutte offensive exterminatrice à un ensemble d'actions raisonnées n'est donc pas une nouveauté en soi et s'inscrit dans le courant de protection intégrée préconisé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ce changement de paradigme, d'un mode offensif vers un mode intégré, repose généralement sur l'idée que le territoire urbain est partagé par plusieurs espèces qui ne doivent pas se gêner

mutuellement. Il dénonce aussi le traitement infligé à des espèces susceptibles de souffrir (NATTRASS *et al*, 2019). A Strasbourg, l'adoption du terme de « liminaire » qui qualifie la résultante d'une lente coévolution interspécifique (SCHURMAN et DIRKE, 2020) dans les documents officiels en constitue une illustration. Au cours de nos enquêtes, une élue engagée dans la défense de la cause animale déclare avoir proposé le terme avec l'idée d'une espèce vivant au *seuil* de nos maisons et reconnaît que ce mot passe encore mal dans le langage commun.

Convaincue qu'une forte recrudescence de rongeurs a été repérée sur son territoire et que ce phénomène serait corrélé avec le confinement COVID de mai à juin 2020, d'une part, sensibilisée par des élus préoccupés par la cause animale, d'autre part, la ville de Strasbourg met en place une mission d'information et d'évaluation (MIE) par délibération municipale le 21 septembre 2020. La MIE s'est donné trois objectifs : 1) examiner les contextes d'infestation (rongeurs et punaises de lit) dans les ensembles d'habitats collectifs et les espaces publics fréquentés par les habitants et les touristes ; 2) établir un diagnostic des infestations ; 3) faire des propositions pour « prendre en charge les situations et enrayer le phénomène » (MIE, 2021, p.11). Cette mission, constituée d'élus municipaux, s'est réunie lors de séances plénières, s'est déplacée sur le terrain et a auditionné différents acteurs (services territoriaux et bailleurs sociaux). Le rapport (MIE, 2021, p.8) précise qu'il s'agit de « renouveler collectivement nos pratiques dans le cadre d'une lutte intégrée plus efficace et durable contre la prolifération des rats ». Il rappelle en préambule (p.14) que les techniques de lutte curatives traditionnelles s'articulent autour du piégeage, de l'empoisonnement et de la répulsion et que l'adoption de nouvelles techniques est conditionnée par des autorisations administratives. La MIE justifie l'approche préventive et raisonnée dite lutte intégrée par la volonté de réduire la souffrance animale et d'éviter les phénomènes de résistance et de contamination par les biocides. Elle affiche clairement les modalités stratégiques qui s'inspirent « des axes classiques de la prévention des risques » (p.16) : identification du danger lié à la proximité avec les rongeurs et des points critiques (porosité des bâtiments et offre alimentaire en particulier) ; actions correctives sur le bâti et les sources alimentaires ; actions curatives si les précédentes ne suffisent pas ; suivi et contrôle des points critiques. A ce titre, le service communal d'hygiène et de santé (SCHS) de Strasbourg dispose de prérogatives exercées au nom de l'Etat. L'infestation de rongeurs peut constituer un désordre susceptible de porter atteinte à la santé. Le rapport de la MIE (p.24) signale que le SCHS a reçu respectivement 170, 238 et 230 plaintes concernant les rongeurs en 2019, 2020, 2021 sur le territoire strasbourgeois.

DES PLAINTES PEU TERRITORIALISEES ET ASSOCIEES AU PROBLEME DES DECHETS

Dans le corpus de plaintes obtenu et examiné, 76 concernent des rongeurs dont deux exclusives aux souris. Les doléances couvrent l'ensemble des grands secteurs de la ville mais émanent moins souvent des quartiers résidentiels et de l'hyper centre que des quartiers mixtes, incluant de grands ensembles d'habitats sociaux et couvrant de vastes superficies densément peuplées. Les populations des habitats collectifs gérés par la Ville se plaignent davantage que ceux des logements du parc privé, ce qui est logique puisque la collectivité a la responsabilité du

patrimoine bâti via les bailleurs sociaux. Les habitants des zones périphériques (à l'exception du quartier populaire de l'Elsau et de la Robertsau, excentrée, historiquement occupée par de la propriété résidentielle se plaignent par conséquent davantage que ceux du centre-ville.

Cependant, la plainte est souvent un simple signalement d'un seul ou d'un faible nombre d'animaux indésirables, accompagné parfois d'une allusion aux craintes qui en découlent. Seulement six plaignants précisent les faits imputables aux rongeurs ayant motivé les doléances. Ils font état de dégradations ou de gênes diverses. Vingt-six plaignants incriminent un ou plusieurs éléments favorisant la présence des rongeurs parmi lesquels reviennent le plus souvent le traitement des déchets et les mauvais comportements associés, les activités de proximité comme la restauration et même les voisins, et enfin le manque d'hygiène, le non entretien du bâti et des espaces verts. Ensuite, un ensemble de 35 citadins expriment 42 fois des inquiétudes liées la présence de rongeurs dont une grosse majorité (27) autour de l'idée de prolifération potentielle de ces animaux. De nombreux et divers faits associés aux rongeurs apparaissent à travers les textes de plaintes, la plupart ciblant des incivilités, des faits perçus comme des fléaux urbains, des populations marginales et l'indignité de l'habitat.

COMMENT LA VILLE CONSTRUIT UNE GEOGRAPHIE DU PROBLEME RAT

UNE POLITIQUE ANTIVECTORIELLE SPATIALISEE

Selon PASCUAL *et al* (2020), le nombre de plaintes est un mauvais indicateur de l'activité des rats dans les réseaux d'égouts à Barcelone : la population humaine se plaint d'autant plus qu'elle est dense et que les revenus des ménages sont faibles. Une étude menée dans le secteur médical montre que les patients les plus vulnérables sont sous-représentés parmi les plaignants (BARBOT *et al.*, 2015). Cette dernière situation peut se transposer au cas des habitants du quartier de l'Elsau : parce qu'elle se fait désormais en ligne, la procédure de dépôt de plainte est par elle-même un obstacle pour des populations peu francisées ou victimes des fractures tout autant sociale que numérique. La corrélation entre pression murine effective et revendication des habitants ne doit donc pas être considérée comme allant de soi. Pourtant, les élus de Strasbourg disent se référer aux plaintes pour focaliser le problème aux quartiers populaires où, disent-ils, il y aurait surpopulation de rats, sans se départir du fait qu'ils admettent leur omniprésence dans l'agglomération : « *Je pense qu'il y en a un peu dans tous les quartiers mais c'est sûr qu'il y a une surpopulation forte dans des quartiers que nous avons identifiés à la Ville de Strasbourg en faisant des marches sur le terrain pour faire des repérages* ».

En effet, même si le Service hygiène et santé environnementale est en charge du patrimoine bâti de la ville et ne peut répondre aux préoccupations du domaine privé, la MIE se focalise en priorité sur des « zones en tension pendant la pandémie » (MIE, 2021), qualifiées aussi de vulnérables : Elsau et Cronenbourg, caractérisés par de grands ensembles d'habitat collectif à vocation sociale. N'ont pas été pris considération les quartiers dominés par l'habitat individuel avec jardins où l'agent en charge de la lutte vectorielle confie que « *les caches (des rats) sont beaucoup plus difficiles à identifier* ». Il est plus facile de mener un diagnostic en pied

d'immeuble qui permet la circulation sur l'espace public ouvert. De plus, ce sont les personnels de structures d'envergure locale ou nationale qui interviennent sur les quartiers populaires sensibles (Voisin Malin) ou affectés à l'habitat collectif (AREAL, OPHEA) qui ont été auditionnés. Enfin, les élus sollicités pour la MIE sont référents des quartiers de HautePierre, Neudorf et Musau, quartiers d'habitat mixte dominés par du collectif. La MIE a donc fait le choix de mener enquêtes et diagnostics dans les quartiers sensibles tout en admettant que les rats sont dispersés sur tout le territoire. Outre le côté pragmatique, un cadre territorial du service compétent explique que le rat est un levier pour agir sur des territoires où on a de la « *vulnérabilité sociale, avec une réelle problématique* ». La MIE, bien qu'elle ait pris grand soin de diversifier les acteurs, ne s'est pas adressée aux habitants eux-mêmes, cette démarche exigeant une posture beaucoup plus distante. Nos enquêtes prétendent pallier cette carence et visent à mettre en lumière les représentations à propos de la territorialisation du problème lié au rat.

Contrairement aux auteurs des plaintes, les élus locaux et les cadres territoriaux concernés par les rongeurs se défendent, lors des entretiens, d'assimiler leur simple présence à une situation problématique. L'élu en charge de la MIE déclare que le problème « est sa prolifération à proximité des habitats ». Cette idée de multiplication rapide reste néanmoins subjective et n'est jamais étayée par des valeurs numériques. Or, *Rattus norvegicus* est doué d'une stratégie d'histoire de vie rapide, conditionnée par une forte fertilité des femelles à maturité précoce, dans un environnement imprévisible et à haut risque. Au-delà d'un seuil d'acceptabilité de la société (qui reste à déterminer), l'espèce devient un problème qui mérite un investissement public. Seul l'agent responsable de la lutte vectorielle décline rigoureusement les critères de prolifération en un lieu donné qui légitiment une intervention humaine : leur observation en surface en plein jour comme de nuit, la densité des traces de présence (terriers, excréments, odeurs d'urine), l'absence de crainte de l'animal vis-à-vis des humains et espèces domestiques.

DECHETS ET INCIVILITES EXPLIQUENT LA PROLIFERATION DU RAT EN SURFACE SELON LES ELUS

Au-delà des aspects quantitatif et comportemental qui font du rat un problème, il est intéressant d'explorer les représentations concernant le milieu de vie attribué au rat chez des personnes impliquées dans leur gestion. Ainsi, l'élu en charge de la MIE est persuadé que le rat doit rester confiné au monde du dessous et que si les déchets n'étaient plus disponibles, « *il retournerait là où il est d'habitude. Dans les égouts, dans les sous-sols... Le fait qu'il y ait des déchets en surface le fait remonter* ». Il explique encore que les rats trouvent leur nourriture dans les égouts où il est bénéfique comme nettoyeur mais que venir en surface est plus facile et attractif. Le monde du dessus est présenté comme l'eldorado du rat délogé ou soumis à la tentation : « *Ils vivent dessus parce que peut-être qu'ils se rendent compte. C'est comme si moi je vais dans un nouveau territoire où j'ai accès à plein de choses sympathiques* ». Un autre élu exprime une représentation similaire : « *Moi, si on m'offre un buffet de choses que j'aime, je vais y aller ! Mais on ne peut pas leur demander de rester en dessous puisque la nourriture est au-dessus. C'est bien pour cela qu'ils sortent* ». Le comportement animal aurait été perverti. Les rats

préfèrent se cacher dans les buissons que de retourner dans les terriers ou les égouts. L'élue précitée ajoute : « *Si on a des gestes civiques, si on respecte l'espace public qui est un bien commun, si on respecte la nature en ville, les rats vont forcément rentrer là où ils sont bien, c'est-à-dire sous terre où ils sont des alliés extrêmement précieux* ». La présence du rat en surface est clairement associée avec des incivilités « *qui souillent l'espace public* ». Dans le même temps, l'un des élus admet qu'il faut aussi favoriser « *la modernisation du stockage des ordures, privilégier les conteneurs enterrés, mettre fin aux vieilles loggias des années 1960* ». Il précise que les incivilités sont plutôt le fait des jeunes (mal éduqués), quels que soient le quartier et le milieu social. Un autre élu attache sa présence en surface à trois éléments : la proximité de l'eau (Strasbourg est traversée par un réseau dense de canaux et cours d'eau), les endroits où ils peuvent creuser leurs terriers et surtout la nourriture. Mais, il admet que l'on focalise le problème sur les quartiers sensibles : « *C'est vrai qu'ils sont peut-être plus visibles et l'actualité donne plus à voir la présence et la prolifération dans les quartiers d'habitat social. C'est peut-être là que ça pose le plus de problèmes, parce que c'est proche de l'habitat, mais ça touche tous les secteurs de la ville* ».

UNE POLITIQUE TERRITORIALE QUI STIGMATISE LES ZONES SENSIBLES

L'examen des auditions effectuées pour la MIE met en exergue des problèmes généraux. Les courts extraits peuvent être catégorisés en trois volets : le dérèglement climatique avec le constat d'hivers désormais plus cléments qui favoriseraient le succès reproducteur du rat, la problématique des déchets abondamment mentionnée et enfin tout ce qui relève des questions sanitaires et socio-économiques. A travers ce dernier volet, les allusions aux relations humaines et l'image que cela renvoie sont nombreuses, notamment la stigmatisation de certains quartiers (à cause de la présence trop visible du rat), la négligence des habitants et les troubles du voisinage. La MIE met en avant des dysfonctionnements ou attitudes jugées négatives pour expliquer les « infestations » de rats. Elle pointe directement la responsabilité des habitants comme le manque de civisme, l'augmentation du volume des déchets, l'abandon des déchets sur des lieux ou des emplacements inadéquats, les jets de poubelles par les fenêtres ou leur dépôt anarchique. Le rapport de la MIE fait ensuite état des propositions émises par les acteurs consultés. Sans surprise, elles convergent en priorité sur le changement de comportement des habitants et en moindre mesure sur les changements de valeurs. Ceci n'empêche pas les services de la Ville d'envisager une exportation plus efficace des déchets ménagers et un contrôle plus attentif. Un document de synthèse signale les actions déjà engagées ou celles programmées à plus ou moins long terme. Ainsi, des diagnostics ont été faits à Elsau et à Cronembourg et certains massifs d'arbustes prétendus favoriser l'implantation des colonies y ont été mécaniquement détruits. La collecte des déchets est désormais enterrée dans les grands ensembles de Cronembourg, Montagne verte, Hautepierre mais aussi d'autres territoires de l'EMS (sans précision). Dans les zones sous tension, il est prévu des renforcements ponctuels des actions de propreté ainsi que la diffusion d'outils pédagogiques pour multiplier la communication dans les espaces dits vulnérables. Dans ces quartiers, il a été décidé d'expérimenter des réunions publiques.

Sur le terrain, la personne affectée à la lutte antivectorielle pour la Ville agit, c'est-à-dire qu'elle recherche les causes (interstices dans le bâti, offre alimentaire anormale...) puis éventuellement traite (pose des pièges létaux) pour éliminer le surnombre, si ses critères de surpopulation sont effectifs : des rats vus en plein jour et la densité des terriers. L'ensemble de son discours montre que ces critères sont indépendants du type de quartiers et concernent aussi bien les périphériques populaires que les écoquartiers établis en centre-ville. Néanmoins, la Ville est engagée dans une politique fortement territorialisée visant en priorité les quartiers populaires. Aucune donnée ne vient étayer l'hypothèse d'une répartition préférentielle du rat dans ces lieux sinon la conviction que le rat serait moins visible ailleurs. Moins visible signifie-t-il moins présent ? Cette politique qui cible davantage les zones sensibles répond-elle à l'urgence de montrer que la ville se préoccupe concrètement de populations dites sous tension, quitte à lancer des opérations démonstratives dont la portée dans le temps est discutable et qui contredisent les objectifs de végétalisation, biodiversité et lutte contre les îlots de chaleur (arrachage des haies basses) ? La stigmatisation des quartiers est liée aussi à ce qui est considéré par les services, élus et voisins comme une mauvaise gestion ostentatoire des déchets, une négligence à la limite de la provocation pour certains, une négation d'autrui pour d'autres.

LA PRESSE ET NOS ENQUETES INFIRMENT UNE GEOGRAPHIE BIEN DEFINIE DU PROBLEME RAT

TERRITORIALISATION DU PROBLEME RAT A TRAVERS L'HORIZONTALITE DE LA VILLE

Les 37 articles de presse et vidéos rassemblés ne mentionnent pas systématiquement de lieux de concentration de rats. Trois documents indiquent les quartiers Neudorf, Neuhof et Elsau dans le titre. Dans les chapeaux, ces deux derniers quartiers apparaissent encore trois fois chacun. Mais dans le corps des articles, la localisation est plus diluée : ces deux quartiers arrivent toujours en tête mais d'autres sont également cités : Cronembourg, la Meinau, HautePierre pour les quartiers d'habitat populaire, mais aussi les quartiers plus centraux comme Rivétoile. Viennent également des communes de la métropole dont le tissu urbain abrite des populations mixtes.

Lors des enquêtes de rue, à la question « *Pensez-vous qu'il y a des rats ici ?* », moins de la moitié des personnes interrogées en centre-ville savent, pour l'avoir observé, que des rats fréquentent le quartier. Tous les autres disent que c'est probable soit parce que l'eau libre et la verdure en friche sont proches, soit parce qu'il existe des caves et autres recoins sombres et délaissés, mais surtout à cause des poubelles et de la négligence des utilisateurs des lieux. Dans le quartier périphérique de l'Elsau, tous les habitants interrogés soutiennent qu'il y a « *plein de rats* », surtout le soir ou la nuit, mais également dans la journée. Selon leurs dires, leur répartition est hétérogène et les fortes densités sont associées à la saleté de certains endroits, notamment au niveau des points de dépose des sacs poubelles souillés de débris hors conteneur. Certains ajoutent que les rats se concentrent aussi au bas des immeubles où « *les gens jettent des choses à manger dehors* » et où « *les enfants jettent des baguettes (de pain)* ». Les habitants rencontrés à l'Elsau expriment qu'ils sont effarés de la densité et de la grosseur

des rats. Quel que soit le quartier, leur présence n'est jamais mise en lien avec le niveau de vie ou encore le type d'habitat dominant. En revanche, les personnes natives de l'Elsau déplorent et stigmatisent les comportements des néo populations qui occupent d'autres ensembles collectifs sociaux. Les interdits d'ordre religieux, comme celui de jeter le pain, ne justifient pas à leurs yeux certaines pratiques favorables au rat, comme l'exposition de ces restes sur les conteneurs à déchets pour les pigeons.

Chez les 28 personnes ciblées à qui l'on demande où se rendre pour s'assurer de voir des rats à Strasbourg, ce sont d'abord divers paysages, emplacements (espaces fonctionnels) et objets qui sont évoqués, sans désigner de quartiers particuliers : le rat est associé à l'eau, en environnement naturel (marais, berges) ou artificiel (sous les ponts, égouts) ou encore à des lieux clos décrits comme désagréables. Mais surtout, le rat est lié à la nourriture jetée, sur les lieux de nourrissage d'oiseaux, sur les sites de compostage et là où se concentrent les poubelles, décrites comme débordantes, à l'arrière des restaurants ou sur les marchés. Les 22 quartiers mentionnés sont répartis aussi bien en centre-ville que dans les quartiers périphériques (fig.1), généralement à proximité des lieux de résidence des informateurs ou de leurs activités. Les réponses ne résultent pas d'une réflexion globale mais reposent sur les expériences et observations de chacun. Deux informateurs ciblés pointent le fait que les écoquartiers de Strasbourg, en particulier le quartier de centre-ville Danube, sont favorables aux rats parce qu'ils permettent le développement de la nature : « *Et sur la ville, la nature, ça va être des rongeurs !* ». Ils estiment que la mise en place d'un poulailler et de composteurs sont problématiques « *surtout quand vous avez des comportements comme ça. C'est le pied des composteurs, voyez, ça déborde* ». De plus, ils admettent que les surfaces désartificialisées permettent aux rats d'installer leurs galeries.

Par ailleurs, quelques habitants suggèrent de ne plus tuer les rongeurs au su des modalités d'empoisonnement et de les renvoyer vers un ailleurs mal défini. Parmi l'ensemble des enquêtés ciblés et de rue, treize personnes mentionnent spontanément l'habitat *normal* du rat dans une logique horizontale de la ville et ses environs : les champs ou la campagne, la forêt, les berges de cours d'eau, y compris en centre-ville. Ils leur accordent parfois une place en ville du moment qu'ils se maintiennent à l'extérieur des logements. D'autres sont persuadés que les rats ont fui la campagne devenue inhospitalière pour bon nombre d'espèces sauvages.

SE REPRESENTER VERTICALEMENT LE MONDE DES RATS

A travers les discours, onze personnes ciblées envisagent aisément le rat dans le monde caché du dessous et déclarent qu'il vit normalement dans les caves, terriers, égouts et autres réseaux enterrés : « *C'est vrai, il y en a partout mais on ne les voit pas. Donc, ils doivent être sous terre ! Ils grouillent tous là en bas. Ils sont tous sous nos pieds, ça grouille* ». La verticalité est rassurante car elle offre un repli acceptable par les citoyens pour certaines espèces liminaires. Puisque l'habitat dédié est sous-terrain, les informateurs estiment préoccupant de voir les rats multiplier leurs excursions en surface. S'ils se contentaient de vivre en dessous, sans remonter, cette discrète cohabitation serait envisageable. L'analyse discursive montre que l'intrusion des

rats en surface est mentalement associée à l'attraction alimentaire et en moindre mesure aux travaux d'affouillement. Un autre informateur fait remarquer que les égouts n'ont pas toujours existé et que les rats devaient alors se trouver dans les maisons ou dans les bateaux. Le degré de confinement soutenable pour le rat ne fait pas consensus, certains étant persuadés qu'il peut vivre exclusivement en dessous, d'autres estimant qu'il lui faut des voies de sortie pour rejoindre les cours d'eau ou lieux de concentration de détritiques.

MAIS LES SENTIMENTS DE DELAISSEMENT SONT LOCALISES ET AMPLIFIES PAR LES MEDIAS LOCAUX

Les entretiens de rue menés avec les habitants du quartier populaire Elsau montrent que certains se sentent délaissés : « *L'Elsau, personne ne s'en occupe* » ; « *Ça fait 30 ans qu'on habite ici. Si la ville de Strasbourg s'occupait de nous, ce serait un beau quartier. Mais non ! Il n'y a personne ! Demandez à la maire si elle connaît le quartier. Elle ne connaît pas* ». Certains habitants perçoivent leur situation en proie avec le rat comme une exception géographique : « *Mais on ne vous a pas dit qu'il y avait plus de rats à l'Elsau que d'habitants ?* » ; « *Ici, c'est un peu crade. On voit beaucoup de rats traîner un peu partout. Je pense qu'à Strasbourg, c'est à l'Elsau qu'il y a le plus de rats* ».

Pourtant, un nombre significatif d'habitants de l'Elsau disent savoir que des dispositifs de lutte ont été mis en place, parfois depuis longtemps, parfois sur des périodes limitées et récurrentes, que ce soit la pose de boîtes-pièges noires, des expériences utilisant des furets ou la destruction de haies basses et bosquets dissimulant rats, terriers et déchets. Ils reconnaissent donc que la collectivité agit mais ne sont pas curieux des modalités et effets de ces boîtes noires. Lorsqu'ils sont informés des conséquences létales et de la probabilité d'engendrer des souffrances chez les animaux piégés, beaucoup réagissent sur la négligence de la collectivité qui expose les habitants (enfants et animaux de compagnie en particulier) aux dangers du poison, le cas le plus révoltant étant soi-disant la pose d'appâts empoisonnés sans boîtiers de sécurité. Est aussi mentionnée la légèreté des actions d'élimination qui génèrent mort et surtout souffrance au regard de l'alter animal. Certains rappellent les textes du Coran à l'égard des animaux qu'il ne faut ni tuer ni faire souffrir.

L'analyse discursive révèle que le rat est parfois un animal derrière lequel se dissimule le mal-être ressenti par les habitants, qu'ils soient désemparés face aux arrivées récurrentes de populations de cultures et de pratiques différentes ou qu'ils soient en proie à des difficultés d'intégration, une certaine stigmatisation et un mauvais accueil par les populations natives, s'ils sont eux-mêmes néo arrivants. Dans ce climat de malaise et de tension, il semble que des habitants charismatiques ou des collectifs de quartiers populaires saisissent les médias locaux pour faire connaître leur souci avec le rat. C'est aussi l'occasion pour les décideurs sollicités d'expliquer le bien-fondé de leur nouvelle politique de lutte intégrée.

A travers la presse consultée, un effet de loupe apparaît à quatre occasions, avec des informations similaires reprises par plusieurs médias (fig.2) : 1) entre juin et septembre 2020,

au sortir du confinement et lors de la mise en place de la MIE par la municipalité, l'Elsau est désigné dans quatre articles et un reportage télévisé, en miroir des objectifs affichés par la MIE (cf. *supra* sur les présupposés de la territorialisation). Les journalistes se focalisent alors largement sur les zones en tension explorées par la MIE ; 2) au printemps 2021, au moment où la MIE rend ses conclusions : le débat en conseil municipal fait l'objet de neuf articles et trois vidéos soit un tiers de notre corpus. Sur un corpus aussi restreint, d'autres effets de loupe apparaissent. Fin février 2021, quatre documents traitent une même information autour d'un immeuble du Neudorf où une concentration de rats est déplorée. L'Elsau n'est pas particulièrement visé à ce moment-là ; 3) en novembre 2021, le Neuhof est médiatisé par six articles et trois reportages télévisés à l'occasion d'une opération de sensibilisation dans le cadre de l'application des conclusions de la MIE ; 4) au premier semestre 2022, la rénovation urbaine annoncée pour l'Elsau remet à l'ordre du jour la question des aménagements favorables à la diminution des populations de rats : cinq articles mentionnent les nouvelles aménagements, parmi lesquelles les poubelles enterrées.

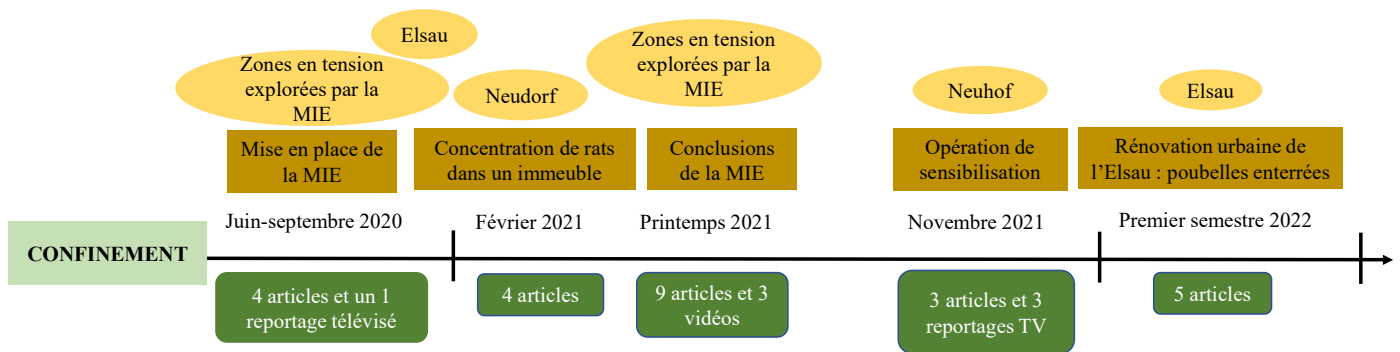


Figure 2 : Chronologie des productions de presse au sujet du rat à Strasbourg et de sa gestion

L'impact des articles de presse locaux se ressent à travers certains discours relevés lors des enquêtes de rue. Une habitante d'un quartier résidentiel se dit outrée de la situation qu'elle semble exclusivement connaître par ce biais et manifeste de l'empathie pour des populations « laissées pour compte », qui « ne peuvent pas se défendre » et qui, par-dessus tout, « se coltinent tous les rats de la ville ». A ses yeux, le rat est l'emblème de l'indignité des quartiers délaissés où l'on vit mal à cause d'une administration méprisante. Devoir supporter les rats ne fait qu'aggraver une situation déjà insoutenable. Cette réaction est partagée par d'autres enquêtés de même profil qui se montrent indulgents quant à la négligence de « personnes qui ont très peu d'éducation et qui ne comprennent pas (les enjeux) ». Ils suggèrent que le « faible capital culturel de populations pauvres » doit être compensé par ce que l'on peut qualifier d'interventionnisme paternaliste de la Ville.

Par ailleurs, un élu analyse l'impact de la presse et suggère que vivre avec des rats en bas de chez soi réactive des « représentations de relégation, de mauvaises conditions d'habitat » et « qu'on n'a pas l'impression d'habiter les mêmes quartiers que les autres parce qu'il y a des rats ». Il ajoute que « c'est ce qui ressort du discours de l'opposition : vous ne faites rien. Ce ne sont pas des quartiers qui vous intéressent, vous les écoutez du centre-ville ». Il rappelle que,

depuis plusieurs décennies, ils sont la majorité politique qui a le plus investi dans ces territoires. Interpellé par les habitants des quartiers reprochant à la Ville de ne rien faire, il dit avoir rétorqué que les rats les embêtaient contrairement aux déchets qui jonchent la place publique. Et il explique que « *si les rats ne peuvent être traités que par des tiers, les déchets relèvent en revanche d'actions civiques* ». Pourtant, l'un des informateurs rapporte que « *les gens considèrent que ce n'est pas à eux de gérer directement ces problématiques de déchets. Ça doit être géré au niveau de la Ville* ». Le rat est brandi comme l'indicateur de l'inaction de la Ville dans les quartiers populaires périphériques, ce qui traduirait un certain mépris envers leurs populations. L'action sur les rongeurs est du ressort des instances qui administrent les espaces urbains. Dès lors, l'animal est l'instrument facile de la plainte collective devant le constat décrit par ZASK (2020) d'une ville conçue pour séparer les catégories sociales et reléguer les masses populaires aux périphéries, héritage du grand courant de modernisme du 19^{ème} siècle transformant les cités moyenâgeuses en villes modernes. Détritus et rats seraient-ils des bouteilles à la mer dans l'océan tumultueux des disparités sociales pour clamer souffrances morales et frustrations de tout ordre ? Notre travail de terrain nous amène à supposer que les valeurs relatives à la citoyenneté ne sont pas non plus pareillement interprétées et partagées par toutes les populations, d'autant plus que certaines sont familières des rongeurs ou enclines au fatalisme. Une habitante de l'Elsau dit que ces gens, « *s'ils sont sales comme ça, qu'ils balancent tout par la fenêtre...* », tolèrent de vivre avec les rats. Des enquêtés de quartiers populaires rapportent aussi que des habitants du voisinage nient le rapport entre déchets disponibles et prolifération des rongeurs et déclarent que ceux-ci « *viennent parce que le quartier est sale* », sans rapport avec les comportements humains, la saleté et l'insalubrité étant du ressort des administrateurs de la ville qui oublie délibérément la périphérie. Le rat est dans ce cas l'instrument d'une revendication centralisée autour d'autres problèmes dont il faut tenir compte. Les analyses discursives montrent que la situation des quartiers est complexe et que les attitudes sur un même territoire sont très diverses. Une animatrice de quartier explique que les personnes qu'elle côtoie au quotidien se rejettent la responsabilité des incivilités et que certains n'accordent aucune importance aux déchets qui jonchent le sol.

CONCLUSION

Parce qu'il représente l'indésirable en ville, le rat tend à être inféodé aux espaces stigmatisés dans les imaginaires urbains et fournit à la Ville une motivation concrète pour s'emparer de la problématique des quartiers dits « sensibles ». A y regarder de plus près, on constate cependant 1) que la prolifération des populations animales, constatée depuis le confinement, concerne potentiellement tous les quartiers, 2) que les plaintes formalisées relatives aux rongeurs ne sont pas significativement concentrées dans les quartiers sensibles mais que la presse amplifie certains discours auto-stigmatisants pour signifier des mal-être relevant de problématiques qui dépassent le cadre de cette étude (et débordant vers les sciences politiques), le rat constituant un emblème facile à instrumentaliser. Si on recentre le sujet sur l'animal, il est possible d'envisager autrement la situation pour sortir d'un débat essentiellement anthropocentré et considérer la ville comme un socio-écosystème partagé où les animaux liminaires ne seraient

plus utilisés pour revendiquer (plus de moyens et d'attention), mais perçus comme des voisins (O'CONNOR, 2013).

En effet, nos enquêtes montrent toute la difficulté d'attribuer une juste place au rat à travers l'ordre mental aussi bien que l'espace géographique. Mary DOUGLAS (1966) développe l'idée que ce qui est sale est ce qui n'est pas à sa place. L'éliminer revient à organiser positivement notre milieu. Nous avons vu que les élus en charge du dossier de lutte antivectorielle considéraient la ville du dessous comme le milieu de vie *normal* du rat et que les habitants acceptent bien leur présence dans ce monde invisible. Quelques-uns envisagent néanmoins leurs libres déambulations en surface à condition que l'humain se protège mieux des rats, maintienne des barrières interspécifiques sur un même espace et réfléchisse sur nos emplacements urbains qui offrent peu d'aisance aux espèces privées d'habitats en surface. Ce sont des idées développées en sciences humaines et qui pourraient être largement exploitées par le monde de l'éducation en particulier. Joëlle ZASK (2020) appréhende le rat comme un voisin, et pas seulement un voisin du dessous, dans une ville inclusive qui respecte les nécessaires distanciation et liens faibles non motivés entre espèces, garants des libertés de déplacement et de l'indépendance des populations d'humains et non-humains. Ces relations flottantes impliquent des lieux communs autant que des zones de repli, mais aussi de ne pas nourrir les animaux sauvages, de façon intentionnelle ou non. Tant que la population murine respecte l'ordre et la régularité (dans le sens évoqué par Hecate VERGOPOULOS, 2021) de la ville moderne occidentale, elle peut avoisiner l'humain.

Par ailleurs, peu d'habitants se montrent curieux des caractéristiques, besoins, comportements et zoonoses du rat. Les auteurs du rapport de la MIE (2021, chapitre 2) fournissent des informations non sourcées sur ces aspects et suggèrent que les rares incidents seraient imputables au manque de connaissances des signes d'intimidation émis par les rats avant d'attaquer. Ces savoirs ne sont pas, semble-t-il, mobilisés de manière systématique par les élus confrontés au problème rat. Si les solutions envisagées par la MIE concernent la multiplication de contrôles et diagnostics (pour le patrimoine bâti de la Ville essentiellement), l'accent n'est mis ni sur l'éducation à l'environnement ni sur la médiation des savoirs scientifiques pour tous les citoyens. Tout au plus, des actions pour rectifier les comportements face aux déchets, qualifiés de « *mauvais réflexes* », sont envisagées à l'adresse des locataires des logements sociaux. De plus, les peurs relatives au potentiel zoonotique, souvent exprimées par la population et répercutées par la presse, ne sont pas interrogées. La vie des rats de Strasbourg reste cryptique aux yeux des habitants, ce qui entretient incertitude et méconnaissance, continuant ainsi à nourrir imaginaire et préjugés.

L'étude de cas développée à Strasbourg montre que la politique de lutte intégrée de la Ville, qui concerne une espèce répartie potentiellement sur tout le territoire, se focalise beaucoup sur les quartiers populaires. Il serait pertinent d'envisager deux directions complémentaires de cette étude sur un terrain couvrant tous les types de secteurs. La première serait de concevoir des enquêtes plus fines pour mieux répondre à cette question de territorialité en concevant un échantillonnage et des guides d'entretiens plus appropriés. La seconde serait d'envisager la

mise en place et le suivi d'actions éducatives auprès de publics bien identifiés, avec le concours des sciences de l'éducation. La présence du rat, à l'instar d'autres espèces liminaires posant problème, fournit une opportunité constructive pour réinterroger nos rapports socio-spatiaux autour de l'indésirabilité à l'égard de populations autant humaines ou que non-humaines, ainsi que nos conceptions d'une ville où les voisins peinent à coexister. Cette lacune éducative du programme politique en cours, destiné à mettre en place une stratégie plus vertueuse à l'égard des animaux et de l'environnement en général, est à explorer.

BIBLIOGRAPHIE

- ALMEIDA ANTHONY, CORRIGAN ROBERT et SARNO RONALD, 2013: « The economic impact of commensal rodents on small businesses in manhattan's chinatown: Trends and possible causes », *Suburban Sustainability* 1(1). <https://doi.org/10.5038/2164-0866.1.1.2>
- BARBOT JANINE, WINANCE MYRIAM et PARIZOT ISABELLE, 2015: « Imputer, reprocher, demander réparation. Une sociologie de la plainte en matière médicale », *Sciences sociales et santé*, 33, 77-105. <https://doi.org/10.1684/sss.2015.0205>
- BERAUD MATHIEU, 2022: « Evaluation du risque zoonotique du rat brun (*Rattus norvegicus*) sur l'Eurométropole de Strasbourg », Master 2 Ecophysiologie, Ecologie et Ethologie.
- BERDOY MANUEL, WEBSTER JOANNE. P. et MACDONALD DAVID W., 2000: « Fatal attraction in rats infected with *Toxoplasma gondii* », *Proceedings of the Royal Society of London, Series B: Biological Sciences* 267(1452), 1591-1594. <https://doi.org/10.1098/rspb.2000.1182>
- BEUMER KOEN, 2014: « Catching the Rat: Understanding Multiple and Contradictory Human-Rat Relations as Situated Practices », *Society & Animals*, 22(1), 8-25. <https://doi.org/10.1163/15685306-12341316>
- BIEHLER DAWN DAY, 2013: « *Pests in the City: Flies, Bedbugs, Cockroaches, and Rats* », University of Washington Press, 338 p.
- BURT JONATHAN, 2006: *Rat*, Reaktion Books, 192 p. <https://press.uchicago.edu/ucp/books/book/distributed/R/bo3616680.html>
- DOUGLAS MARY, 1966: « Purity and Danger. An Analysis of the Concepts of Pollution and Taboo », Londres, Routledge and Kegan Paul, 179 p.
- FENG ALICE Y. T. et HIMSWORTH CHELSEA G., 2014: « The secret life of the city rat: A review of the ecology of urban Norway and black rats (*Rattus norvegicus* and *Rattus rattus*) », *Urban Ecosystems* 17(1), 149-162. <https://doi.org/10.1007/s11252-013-0305-4>
- FRANCIS ROBERT A. et CHADWICK MICHAEL A., 2012: « What makes a species synurbic? », *Applied Geography* 32(2), 514-521. <https://doi.org/10.1016/j.apgeog.2011.06.013>
- Mission d'information et d'évaluation de la Ville de Strasbourg, 2021: « Gestion des rats en ville et des animaux liminaires dans l'habitat », Rapport complet soumis au débat lors du Conseil Municipal du 3 mai 2021, ville de Strasbourg, 101 p. <https://www.strasbourg.eu/documents/976405/1598729/0/9f4c3b19-75f7-1d61-2f98-f7a87aad739>
- NATRASS NICOLI, STEPHENS JED et LOUBSER JORICH JOHAN, 2019: « Animal welfare and ecology in the contested ethics of rodent control in Cape Town », *Journal of Urban Ecology*, 5(1), juz008. <https://doi.org/10.1093/jue/juz008>

- O'CONNOR TEDDY, 2013. « *Animals as Neighbors: The Past and Present of Commensal Animals*. » Michigan State University Press. <https://www.jstor.org/stable/10.14321/j.ctt7ztbsg>
- O'CONNOR TEDDY, 2017. « Commensal Species. In L. Kalof (Éd.), *The Oxford Handbook of Animal Studies* (p. 524-541). Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199927142.013.004>
- PASCUAL JORDI, FRANCO SANDRA, BUENO-MARÍ RUBÉN, PERACHO VICTOR et MONTALVO TOMAS, 2020: « Demography and ecology of Norway rats, *Rattus norvegicus*, in the sewer system of Barcelona (Catalonia, Spain) », *Journal of Pest Science* 93(2), 711-722. <https://doi.org/10.1007/s10340-019-01178-6>
- SARDAN (DE) JEAN-PIERRE O., 1995: « La politique du terrain », *Enquête*. <https://doi.org/10.4000/enquete.263>
- SCHUURMAN NORA et DIRKE KARIN, 2020: « From pest to pet: domestication and animal agency in the killing of rats and cats », *Journal for human-animal studies*, vol.6.
- VADELL MARIA VICTORIA, GOMEZ VILLAFañE ISABEL et CAVIA REGINO, 2014: « Are life-history strategies of Norway rats (*Rattus norvegicus*) and house mice (*Mus musculus*) dependent on environmental characteristics? », *Wildlife Research* 41(2), 172. <https://doi.org/10.1071/WR14005>
- VERGOPOULOS HECATE, 2021: « Les rats de Paris. Une brève histoire de l'infamie (1800-1939) », Neuilly-les-Dijon, Le murmure, 92 p.
- ZASK JOËLLE, 2020: « *Zooticies. Des animaux sauvages dans la ville* », Paris, Premier parallèle.

REMERCIEMENTS

Nous remercions vivement les participants à l'enquête pour le temps qu'ils nous ont consacré pour répondre à nos questions. Le projet de recherche sur les rats a été rendu possible par le financement mis à disposition de l'équipe par la Zone atelier environnementale urbaine (ZAEU). Nous remercions également chaleureusement Joëlle Salomon Cavin, Maud Chalmandrier et Silvia Flaminio pour leurs remarques avisées et leur aide dans la construction de cet article.